

Tagungen

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **NIKE-Bulletin**

Band (Jahr): **17 (2002)**

Heft 1: **Bulletin**

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La sauvegarde du patrimoine contemporain

Les patrimoines de l'architecture du XX^e siècle en France

Une exposition itinérante réalisée par l'Association française d'action artistique et le Ministère de la Culture et de la Communication, Direction de l'Architecture et du Patrimoine, Paris. Conférence de Bernard Toulhier, Conservateur en chef du patrimoine, Ministère français de la Culture et de la Communication, suivie d'un débat public.

L'architecture du XX^e siècle constitue, au même titre que l'apport d'autres époques, une composante de notre patrimoine historique. Cette constatation implique toutefois la reconnaissance de certains ordres de valeur, avec pour corollaire un nécessaire renouvellement de notre lecture de l'architecture moderne et contemporaine. C'est à une telle approche que nous invite une exposition itinérante française consacrée à ce sujet.

Déjà présentée à Berlin et Zurich, cette manifestation s'est déplacée du 17 au 28 septembre 2001 à Genève, dans le bâtiment d'Uni-Dufour. Lors d'un vernissage qui a eu lieu le lundi 17 septembre l'occasion fut donnée au secrétaire d'Etat français à la décentralisation et au patrimoine, Monsieur Michel Duffour, d'effectuer une brève visite dans la cité de Calvin en compagnie d'une petite délégation. Au cours de son déplacement, le haut-responsable s'exprima sur les attentes et les orientations actuelles en France en matière patrimoniale. Il prit également connaissance de la situation genevoise ainsi que des divers travaux menés depuis plusieurs années dans ce domaine à l'échelle des cantons. La structure fédéraliste constitue en effet une particularité pour nos voisins français qui sont intéressés par une compréhension de notre mode de fonctionnement.

Une conférence

Le jeudi 20 septembre, dans le cadre de la venue de cette exposition, le conservateur en chef du patrimoine, rattaché au Ministère de la Culture et de la Communication français, Monsieur Bernard Toulhier, donnait une conférence sur le thème de *La sauvegarde du patrimoine contemporain*. Auteur par ailleurs d'un ouvrage consacré au *Patrimoine du XX^e siècle en France*, il démontra une parfaite maîtrise de ce sujet.

Son exposé donna l'occasion de rappeler que le patrimoine constitue aujourd'hui un enjeu à la fois culturel et social. Mais, comment définir les critères propres à identifier une tranche de ce patrimoine et à le faire connaître? Comment le protéger, le restaurer et le mettre en valeur? Car avant de dégager un certain consensus, il arrive aussi fréquemment que ce patrimoine puisse constituer un sujet de division, voire de polémiques.

Une table ronde

Invité à s'exprimer sur sa conception d'une politique du patrimoine, le Conseiller d'Etat genevois Laurent Moutinot, en charge du département cantonal de l'aménagement, de l'équipement et du logement rappela tout d'abord que ces préoccupations sont partagées aujourd'hui par de nombreux concitoyens. Elles rejoignent le souci d'améliorer la qualité de notre cadre de vie. Toutefois, les questions en rapport avec la protection du patrimoine ne devraient pas aller jusqu'à nous dicter un mode d'aménagement. Le domaine de la reconversion des édifices reste néanmoins une donnée incontournable et la recherche de réaffectations appropriées n'est pas toujours une évidence. En effet, les exigences imposées par de nouvelles fonctions dans des bâtiments réutilisés peuvent conduire à des conflits propres à dénaturer certaines constructions. Enfin, le magistrat annonça le classement intervenu la veille par le Conseil d'Etat d'une station service (Eurogas) construite en 1967. Cet objet est le plus récent placé sous protection, à Genève, au titre du patrimoine architectural.

Dans son introduction à la suite du débat, l'architecte Marcellin Barthassat s'interrogea sur la dimension acquise par le territoire de la mémoire. Il releva la nécessité, aujourd'hui, de construire des principes d'intervention et de prendre en compte la notion d'ajouts contemporains. Enfin, la dimension sociale de la sauvegarde, que l'on peut notamment identifier dans la reconnaissance de la valeur d'usage d'un site ou d'un bâtiment demeure prépondérante. A cet égard, le cas d'espèce de la récupération des bains des Pâquis à Genève – qui a bénéficié d'un large mouvement de soutien appuyé sur une base associative – reste illustrative des processus qui peuvent être développés en matière patrimoniale.

Avocat sensible au domaine de la sauvegarde et représentant des maîtres d'ouvrage, Garry Waechter évoqua les divers écueils auxquels se heurte la protection du patri-

moine récent. La mise aux normes de standard actuelles, notamment en matière thermique et phonique, des bâtiments construits au cours des années 1960 est souvent problématique. Le risque est grand de dénaturer ces édifices.

Confronté quotidiennement à ces questions ainsi qu'aux conflits d'intérêt inhérents à son domaine d'activité, le conservateur cantonal des monuments Pierre Baertschi, insista sur l'élargissement de la notion de patrimoine. Notre époque se réapproprie des objets, voire des périodes historiques, et «consomme du patrimoine» avec une sensibilité et un discours en constante évolution. La parution d'études et de monographies historiques prenant désormais en compte des événements sociaux ainsi qu'une évolution du goût induit la remise en vogue de certaines tendances voire de certaines écoles autrefois déconsidérées. Ainsi, le néo-classicisme, le courant Art Déco, l'architecture «Beaux-Arts» et l'architecture rationaliste retrouvent tour à tour des lettres de noblesse. C'est donc bel et bien notre regard sur le patrimoine qui est en cause dans un «processus de reconnaissance» qui est de nature éminemment culturelle. Pour cette raison, toute politique de sauvegarde doit procéder d'une vue d'ensemble. Ainsi on a mis l'accent à Genève sur la constitution d'inventaires de synthèse publiés et diffusés en édition, donc accessibles à tout un chacun. Tel est le cas notamment de *L'Atlas du territoire* et de l'ouvrage *L'architecture à Genève 1919-1975*, qui sont aujourd'hui reconnus comme des travaux pilotes en Suisse et à l'étranger.

Un débat

L'annonce du classement récent du bâtiment de la station-service «Eurogas» construite en 1967 soulève une discussion contradictoire. L'emplacement où se situe cet édifice est privilégié, en bordure de la route des Acacias, l'une des voies d'accès majeures au Centre ville. En mettant sous protection un tel objet qui présente un intérêt architectural discutabile aux yeux de certains, ne va-t-on pas se priver de la possibilité de réaliser aujourd'hui un bel objet du patrimoine futur?

Bernard Toulhier qui a vu cet édifice le jour même soulève l'importance d'une réflexion prospective. La conservation doit en effet s'intégrer dans une stratégie urbaine situant la nature des enjeux. Quelle va être la signification d'une telle conservation et quelle sera l'intégration de cet édifice dans la ville?

En ce qui concerne la valeur de substitution mise en rapport avec le maintien préconisé de la station-service Eurogas, l'architecte Marcellin Barthassat ne considère pas qu'il s'agit d'un argument convainquant. A son avis, la station service présente en elle-même suffisamment d'intérêt propre pour justifier une valeur patrimoniale.

A son tour, le président de la Société d'Art public genevoise, Monsieur Patrick Malek-Ashgar, s'exprime sur ce sujet. C'est à l'initiative de son Comité que la demande de classement concernée a été engagée. Il s'agissait, de son point de vue, avant tout de prévenir une disparition de ce bâtiment à court terme, puisqu'il faisait l'objet d'une demande de démolition. A ces considérations il convient d'ajouter aussi la nécessité de protéger certains bâtiments en vue d'éviter leur dénaturation. Ainsi, le cas de la transformation à l'étude de l'immeuble Mont-Blanc Centre, abritant également le cinéma Plaza, préoccupe la Société d'Art public. Les façades-rideaux en aluminium caractéristiques de ce bâtiment édifié en 1957 sont les premières de ce type en Suisse et présentent, notamment à ce titre, une valeur patrimoniale.

Bernard Toulhier évoque l'existence en France de carnets d'entretien propres à permettre d'assurer des campagnes périodiques de travaux. En ce qui concerne les parts de subventions, l'Etat français peut allouer 50% du coût des travaux de restauration sous la forme d'une subvention accordée pour un immeuble classé. A cela s'ajoutent des contributions du département qui sont parfois de l'ordre de 20% et les travaux peuvent être défiscalisés. Pour un bâtiment à l'inventaire, le taux est généralement compris entre 15 et 30%. Ces mesures sont complétées, de cas en cas, par des subventions municipales ainsi que par des aides, souvent d'un montant faible, allouées par des associations.

En ce qui concerne la situation en Suisse, Pierre Baertschi constate que les tâches de protection incombent en premier lieu aux cantons, la Confédération assumant – dans un nombre limité de cas – un rôle subsidiaire. Dès lors, les taux appliqués varient non seulement d'un canton à l'autre, mais peuvent également différer selon les catégories de bâtiments concernés (églises, bâtiments civils, immeubles de rapport, etc.). Ainsi, le cumul des subventions cantonales, communales et fédérales permet pour des objets reconnus d'importance nationale d'obtenir des taux de subventionnement

d'un ordre de grandeur de 50%, voire plus (jusqu'à 65%). Les objets d'importance locale et régionale, qui sont en nombre au vu de l'évolution actuelle, ont des taux inférieurs (jusqu'à 35 et 40%). La tendance récente va toutefois vers une réduction de ces montants, la Confédération souhaitant laisser la primauté, voire l'exclusivité, de ces attributions aux cantons (projet de nouvelles répartitions des tâches). Lorsque les aides sont fournies par le canton seul, le pourcentage est bien entendu inférieur. Ainsi, à Genève et pour des bâtiments classés, il est dans la règle compris entre 12 et 20% du montant des travaux reconnus subventionnables.

Garry Waechter évoque les taux relativement faibles alloués généralement en matière de subvention ainsi que les incidences fiscales, certains travaux de restauration étant en sus considérés comme conférant des plus-values à un immeuble. Pierre Baertschi rappelle que les différences existant entre la France et la Suisse en ce do-

main doivent aussi prendre en compte la situation des marchés hypothécaires respectifs. Dans notre pays, les propriétaires bénéficient encore de taux plus favorables et de durées d'amortissement différentes.

En conclusion de ce débat, Bernard Toulhier souligne l'importance d'entretenir des échanges entre la France et la Suisse en matière de gestion patrimoniale. Il souhaite pour sa part un renforcement de ces contacts. En tous les cas, les approches respectives montrent l'existence de préoccupations communes et la nécessité d'acquérir une meilleure connaissance et une bonne compréhension du patrimoine architectural du XX^e siècle.

Pierre Baertschi
Conservateur cantonal
Service des monuments et sites
1, rue David-Dufour, 1205 Genève
T 022 327 45 46
pierre.baertschi@etat.ge.ch

*Der spezialisierte
 Kunstversicherer
 – weltweit!*



*Talackerstrasse 5, Postfach
 8065 Zürich Glattbrugg
 Telefon: 01 874 84 84
 Telefax: 01 874 84 00
 E-Mail: info@axa-art.ch
 Internet: www.axa-art.ch*

Maltechnisches Profil Ferdinand Hodler

Ein kunsttechnologisches Forschungsprojekt am SIK, Zürich

Kolloquium vom 27. November 2001

Parallel zur Erarbeitung des Werkkatalogs der Gemälde von Ferdinand Hodler verwirklicht das Schweizerische Institut für Kunstwissenschaft SIK in Zürich das Forschungsprojekt "Maltechnisches Profil Ferdinand Hodler" (1999-2004), welches eine interdisziplinäre Zusammenarbeit zwischen Kunstwissenschaft, Kunsttechnologie und Naturwissenschaft bezweckt. Am 27. November 2001 veranstaltete das SIK ein eintägiges Kolloquium zur Präsentation des aktuellen Forschungsstandes.

Dr. Karl Jost (stellv. Direktor des SIK) gab eine Einleitung zum Projekt. Eine wesentliche Aufgabe besteht darin, die mit dem Werkkatalog beschäftigten KunsthistorikerInnen durch technologische und naturwissenschaftliche Untersuchungen bei der Abklärung von Fragen der Eigenhändigkeit, der Werkgenese und der Chronologie zu unterstützen. Vorgesehen ist die

systematische und umfassende Untersuchung von 80–100 Gemälden, welche einen repräsentativen Querschnitt durch Hodlers gemaltes Oeuvre darstellen. Die Resultate dieser kunsttechnologischen Forschung werden als separater Band des Werkkatalogs Ferdinand Hodler im Jahr 2004 publiziert.

Karoline Beltinger (Projektleiterin für die Kunsttechnologie) präsentierte die Befunde zu Übertragungsverfahren und Unterzeichnungen. Sie führte dabei die benutzten Skizzierhilfen auf: Messrahmen, Fadennetz und Dürerscheibe. Für die Übertragung verwendete Hodler nebst dem Linienraster mehrere Pausverfahren. Die Referentin stellte die Hypothese auf, dass Hodler von einer bestehenden Vorlage eine Umrissstudie mit dunklem Stift auf transparentem Papier herstellte, die sogenannte Pause. Diese übertrug er mit einem Stift auf den frisch grundierten neuen Bildträger, wodurch Einritzungen entstanden (vgl. Abbildung). Bei einem weiteren Pausverfahren verwendete er die Variante des Abfärbens. Die Techniken liessen sich rekonstruieren, indem unterschiedliche Befunde an verschiedenen Objekten miteinander in Verbindung gebracht wurden.

Danièle Gros stellte die Beobachtungen

zum Malprozess vor. Dabei verglich sie die Techniken im Laufe verschiedener Werkphasen; Pinselführung und Ausarbeitung von plein-air-Malerei, von überarbeiteten Werken, von «mittels Pausen übertragener Malerei» sowie technische Unterschiede einer Erst- und der vermutlich freien Zweitfassung. An bisher drei Gemälden legt die technologische und naturwissenschaftliche Untersuchung die in der Literatur erwähnte Verwendung von Raffaelistiften nahe.

Positionverschiebungen eines Gegenstandes im Format und tatsächliche Formatveränderungen, die Hodler zum Teil mehrfach, verbunden mit grossem Aufwand, während der Ausführung vornahm, wurden von Gabriele Englisch vorgestellt. Sie bezeugen die grosse Wichtigkeit, die Hodler der Formatfrage beimass.

Anna Stoll sprach zum Thema Korrekturen und Überarbeitungen. Sie zeigte auf, dass es im Gegensatz zum überlieferten Vorsatz Hodlers, jegliche Korrektur zu vermeiden, vielmehr zu dessen Eigenart gehörte, ein Werk immer wieder von Neuem auf seine Wirkung hin zu überprüfen. Dabei nahm er vielfältige kleine bis grossflächige Überarbeitungen sowohl inhaltlicher, kompositioneller und malerischer Natur vor, wie auch Überarbeitungen von Studien zur Schaffung autonomer Werke. Die weitere Erforschung der jeweiligen Beweggründe ist hier besonders interessant und beispielsweise für Fragen im Bereich «Replik-Kopie-Fälschung» sehr hilfreich.

Abschliessend präsentierte Dr. Christoph Herm (Projektleiter für die naturwissenschaftliche Analytik) die Resultate der naturwissenschaftlichen Untersuchungen zu den ab ca. 1900 verwendeten Farbmitteln und verglich sie mit den Angaben in den Quellenschriften. Die ausgeführten Pigment- und Bindemittelanalysen sprechen für die Verwendung handelsüblicher Künstlerfarben (Tubenölfarben) sowie den vereinzelt Gebrauch von Temperafarben und Ölfarbstiften.

Bei allen Vorträgen zeigte sich, dass für die Erforschung der Gemälde Ferdinand Hodlers auch die Kenntnis seines zeichnerischen Werks grundlegend ist. Sehr wichtig erwies sich zudem der Einbezug der Quellen zur Maltechnik und Atelierpraxis von Hodler sowie seiner Zeitgenossen.

Das angelaufene Forschungsprojekt steht nun am Punkt, die bislang an Einzelstudien vorgenommenen Untersuchungen auf Hauptwerke auszudehnen, um dadurch einen repräsentativen Überblick zur Maltechnik aufbauen zu können. Das SIK ist

Ferdinand Hodler, *Bezauberter Jüngling*, 1905.
Detailaufnahme der rechten Hand im Streiflicht.

Die Linien der weitgehend sichtbar gebliebenen Unterzeichnung sind vertieft, da sie in die (damals noch weiche) Grundierung gedrückt wurden. Zusammen mit anderen Besonderheiten der Gemäldestruktur lässt dieser Befund auf ein Übertragungs- und Vervielfältigungsverfahren schliessen, das Hodler beim Schaffen von Varianten oder weiteren Fassungen für die Übertragung der Unterzeichnungen verwendet hat.

(SIK)



dabei auf vielfältige Unterstützung und Zusammenarbeit angewiesen. Der frühe Einbezug des Fachpublikums wurde vollumfänglich erreicht. Die rund siebzig, interdisziplinär zusammengesetzten Teilnehmenden aus dem In- und Ausland nahmen aktiv an der Diskussion teil, brachten Kritikpunkte, Hinweise und Anregungen ein und bezeugten somit grosses Interesse am Forschungsprojekt.

*Monika Dannegger
lic. phil. hist., Restauratorin HFG
ACR Atelier für Konservierung
und Restaurierung
Passage du Cardinal 2d, 1700 Freiburg
atelier_acr@bluwin.ch*

«Zwischen Rhein und Rhone – verbunden und doch getrennt?» / «Entre Rhin et Rhône – liens et ruptures»

Interdisziplinäres Kolloquium vom 4.–7. Dezember 2001 im Schweiz. Landesmuseum Zürich und in Prangins

Das Schweizerische Landesmuseum organisierte, unter Mitwirkung des Forum Helveticum, vom 4. bis 7. Dezember 2001 in Zürich und in seiner Westschweizer Zweigstelle, im Château de Prangins, ein dreitägiges Fachkolloquium mit verschiedenen öffentlichen Abendveranstaltungen.

Für nationale Kulturinstitutionen wie das Schweiz. Landesmuseum stellt die Verständigung zwischen den Sprach- und Kulturgemeinschaften der Schweiz ein wichtiges, ja zentrales Anliegen dar. Das Schweiz. Landesmuseum möchte sich als Plattform für den Dialog zu schweizerischen Themen positionieren, weshalb die Veranstaltung sowohl in der Deutschschweiz wie in der Romandie stattfand. In einer gemeinsamen Zugfahrt, die viel Zeit für Diskussionen bot, gelangten die Teilnehmenden für den zweiten Teil der Veranstaltung nach Prangins.

Ziel des Kolloquiums war es, mit Hilfe eines interdisziplinären Ansatzes zum erstenmal einen breiten Überblick über sprachliche, kulturelle, konfessionelle, poli-

tologische, soziologische, wirtschaftliche, medienpolitische und mentalitätsgeschichtliche Aspekte der Bevölkerung zwischen Rhein und Rhone – von der ur- und frühgeschichtlichen Vergangenheit bis zur Gegenwart – zu bieten. Die Vorträge der rund 30 Referentinnen und Referenten aus verschiedenen Fachgebieten (Archäologie, Numismatik, Kunstgeschichte, Volkskunde, Geschichtswissenschaft, Sprach- und Literaturwissenschaften, Soziologie, Politologie, Medien, Filmwissenschaft) konzentrierten sich hauptsächlich auf Grenzen und Gemeinsamkeiten zwischen Deutsch- und Welschschweiz. Der breit gewählte Ansatz führte zu einer anregenden und facettenreichen Auseinandersetzung, macht es jedoch schwierig, ein allgemein gültiges Fazit zu ziehen. Eine an dieses Kolloquium anschliessende Podiumsdiskussion mit Vertretenden der Politik und der Wissenschaft würde Gelegenheit bieten, die vielfältigen neuen Informationen mit aktuellen Fragen zu verbinden.

Was hat das Kolloquium geleistet? Welche Perspektiven sind erkennbar?

Die Vorträge haben deutlich aufgezeigt, wie zahlreich die Unterschiede und wie dominant die Ähnlichkeit zwischen Ost- und Westschweiz im Laufe der Zeit sein können. Gleichzeitig wurde klar, dass es einen Graben, der alle Unterschiede zusammenfasst, nicht gibt. Vielmehr gibt es so viele Gräben wie auszumachende Differenzen. Durch seine Inter- und Transdisziplinarität und durch den immensen behandelten Zeitraum hat das Kolloquium einen wichtigen Beitrag zu einem differenzierteren Umgang mit dem Anderen geleistet; zudem kann es sich bereichernd auf methodische Vorgehensweisen und wissenschaftstheoretische Ansätze auswirken. Welche Erkenntnisse lassen sich aus der Untersuchung der Grenze eines Kulturgebiets gewinnen? Wie wirken Einflüsse innerhalb eines Kulturgebiets? Erfolgt Assimilation heute primär über Sprache oder beispielsweise über Essgewohnheiten?

Parallel zum Kolloquium griffen verschiedene Abendveranstaltungen, kulinarische Spezialitäten in der Museumscafeteria und eine spezielle Bücher- und Medienecke im Museumsshop das Thema der Tagung auf und richteten sich auch an eine breite Öffentlichkeit. So thematisiert die multimedia Performance «Blauhelme im Röstigraben» des Basler Trios «fatale vision» Szenarien von ökologischen, industriellen, gesellschaftlichen oder gar kriegerischen Katastrophen, die zur Aufgabe der gewohn-

ten Lebenssituation bzw. des Lebensraumes führen, was für die meisten Schweizerinnen und Schweizer noch immer unvorstellbar ist. Im Film «ID Swiss» dokumentieren sieben Schweizer Filmschaffende ausländischer Abstammung in je einem Kurzfilm, persönliche oder subjektive Beobachtungen über die Begegnung verschiedener Kulturen in unserem Land. Und schliesslich beabsichtigt der Basler Künstler Heinrich Lüber mit seiner «Kommunikationsmaschine» eine Interaktion zum «Röstigraben» zu bieten, die infolge technischer Schwierigkeiten erst im Laufe dieses Jahres gezeigt werden kann.

Zur Tagung erscheint eine populärwissenschaftliche Publikation mit den Beiträgen und Ergebnissen in der Schriftenreihe Forum Helveticum (Mai 2002) und eine wissenschaftliche Publikation in einer Sondernummer der Zeitschrift für Schweiz. Archäologie und Kunstgeschichte (Januar 2003).

*Alexandra Strobel
Schweiz. Landesmuseum
Hardturmstrasse 185, 8005 Zürich
T 01 218 68 33, F 01 218 68 23,
alexandra.strobel@slm.admin.ch.*